

## Revue de presse 1er octobre – 15 octobre 2021

### **AFRIQUE**

Libye ..... p.2

### **EUROPE**

#### Union européenne

Lettre à la Commission ..... p.3

#### États membres de l'Union européenne

Croatie ..... p.3

Danemark ..... p.4

France ..... p.5

Grèce ..... p.5

Italie ..... p.6

#### États non-membres de l'Union européenne

Biélorussie ..... p.6

### **MOYEN-ORIENT**

Afghanistan ..... p.6

## AFRIQUE

### Libye

- **Infomigrants**, [Libye : près de 4 000 migrants arrêtés en Libye ces derniers jours](#), le 4 octobre 2021
- **Médiapart**, [Libye : l'opération policière ciblant des migrants a fait un mort et quinze blessés](#), le 3 octobre 2021

La police libyenne a mené vendredi 1<sup>er</sup> octobre une vaste opération anti-drogue à Gargaresh, un quartier de Tripoli abritant majoritairement des demandeurs et demandeuses d'asile dans des maisons et abris de fortune. Prétextant une opération de démantèlement d'un réseau de trafic de stupéfiants, d'alcool et d'armes à feu, la police aurait ciblé principalement des sans-papiers et demandeurs d'asile. 4 000 personnes ont ainsi été arrêtées, puis détenues arbitrairement, et durant l'opération une personne est décédée et au moins quinze autres ont été blessées selon la mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL). Cette dernière a alors exhorté la Libye à mettre fin aux arrestations et détentions arbitraires et a demandé au gouvernement unifié « d'autoriser immédiatement la reprise des vols d'évacuation humanitaire et les retours volontaires opérés par l'OIM et le HCR ».

- **UN News**, [Libya: War crims likely committed since 2016, UN probe finds](#), le 4 octobre 2021.
- **Infomigrants**, [Des crimes de guerre et contre l'humanité ont été commis en Libye, selon une enquête de l'ONU](#), le 5 octobre 2021.
- **OHCR**, [Libya: Evidence crimes against humanity and war crimes committed since 2016, UN report finds](#), le 4 octobre 2021.

En juin 2020 le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies a mis en place la Mission d'établissement des faits, par la [résolution 43/39](#) pour enquêter sur les violations des droits de l'Homme en Libye depuis 2016. Le 4 octobre 2021, la mission a publié son rapport et dénonce la violation des droits de l'Homme à l'encontre des migrant·e·s, ainsi que du droit humanitaire, par la perpétration « d'actes à grande échelle par des acteurs étatiques et non étatiques, avec un haut niveau d'organisation et avec l'encouragement de l'Etat », s'apparentant à des crimes de guerre et à des crimes contre l'humanité. Plusieurs pratiques sont évoquées à ce titre: des conditions de détention marquées par la violence et la torture, le recrutement d'enfants soldats, les exécutions arbitraires de civil·e·s, les arrestations arbitraires, des violences sexuelles... Ce rapport des Nations unies s'ajoute à ceux des organisations de défense des droits qui dénoncent ces violences depuis plus de 10 ans pour mettre un terme définitif au partenariat de l'Union européenne et de ses Etats membres avec la Libye.

- **Infomigrants**, [Face aux tensions grandissantes, le centre du HCR à Tripoli ferme temporairement ses portes](#), le 6 octobre 2021.
- **Infomigrants**, [À Tripoli, des milliers de migrants manifestent devant le centre du HCR pour réclamer leur prise en charge](#), le 12 octobre 2021.
- **Euronews**, [Manifestation à Tripoli pour dénoncer les mauvais traitements dans les centres de détentions](#), le 11 octobre 2021.

Les évènements récents (*·décrit ci-dessus*) les articles précédents) en Libye ayant causé « un sentiment de peur et d'alerte parmi les demandeurs d'asile », le nombre d'arrivées spontanées au Centre communautaire de jour du HCR à Tripoli a augmenté, entraînant des mouvements de foule et divers actes de violence. Le HCR a alors décidé de fermer les portes de son centre indiquant que ces évènements mettaient en péril la « sécurité » du personnel et des migrant·e·s. Des manifestations ont alors eu lieu devant le siège du HCR à Tripoli, rassemblant plus de 2 000 personnes qui réclamaient leur évacuation de

Libye après avoir été violemment expulsées de leur logement et emprisonnées le 1<sup>er</sup> octobre lors de « l'opération anti-drogue » (voir plus haut). Elles dénonçaient également les mauvaises conditions de vie dans les camps et les mauvais traitements perpétrés par les autorités libyennes. Ainsi le HCR, acteur du processus de mise à distance et du tri des exilé-e-s prôné par l'UE, n'offre pas de secours véritable aux femmes et aux hommes que la convention de Genève ne protège plus.

- **Infomigrants**, [Alors qu'ils tentaient de s'évader, six migrants meurent sous les balles de gardiens de la prison d'Al-Mabani](#), le 11 octobre 2021.
- **Médiapart**, [Libye : six migrants tués par les gardes d'un centre de détention](#), le 8 octobre 2021.
- **The Guardian**, [Five migrants shot dead at Libyan detention centre amid mass escape](#), le 8 octobre 2021.

Vendredi, les gardiens du centre de détention d'Al-Mabani à Tripoli ont tiré à balles réelles sur six exilé-e-s qui tentaient de s'en évader. 24 exilé-e-s ont également été blessé-e-s lors de la fusillade. Le centre de détention – d'une capacité de 1 000 personnes – détenait plus de 3 000 personnes qui avaient été arrêtées arbitrairement durant « l'opération anti-drogue » du 1<sup>er</sup> octobre.

## EUROPE

### Union européenne

- **Médiapart**, [Douze pays de l'UE demandent à Bruxelles de financer des barrières anti-migrants](#), le 8 octobre 2021
- **Le Monde**, [Migrations : une dizaine de pays européens partisans de la construction de « murs » aux frontières extérieures de l'Union](#), le 8 octobre 2021.
- **Euractiv**, [Protection des frontières : douze États membres appellent au financement de « barrières physiques »](#), le 8 octobre 2021.

Douze États de l'Union européenne, dont l'Autriche, la Grèce, la Pologne et la Hongrie ont demandé par courrier à Bruxelles de financer la construction de barrières supplémentaires à leurs frontières pour empêcher les arrivées des exilé-e-s et ainsi protéger selon eux « les intérêts de l'ensemble de l'UE, pas seulement les États membres en première ligne ». Lesdits États réclament à la Commission que ces barrières soient financées par l'Union, les présentant comme une nécessité « au bénéfice des 27 » et clamant qu'« aucun pays tiers ne devrait être en mesure d'utiliser [le] système d'asile [européen] pour exercer des pressions politiques et faire du chantage à l'UE et ses États membres, ou exploiter la situation actuelle en Afghanistan ». En réclamant à l'Union européenne le financement de la construction de clôtures supplémentaires au nom de la « solidarité européenne », ces États cherchent en réalité à se « protéger » des personnes en quête de protection internationale...

### États membres de l'Union européenne

#### Croatie

- **Libération**, [« Pushback » de migrants : la police cogne aux frontières de l'Union Européenne](#), le 6 octobre 2021
- **Euronews**, [De graves violences contre des migrants aux frontières de l'UE](#), le 7 octobre 2021

- **Le Monde**, [Des migrants refoulés illégalement aux frontières de la Grèce et de la Croatie](#), le 8 octobre 2021

Le 6 octobre la télévision allemande ARD, le quotidien français Libération, des médias croates et serbes, ainsi que la plateforme d'investigation néerlandaise Lighthouse reports ont publié une enquête montrant des images de refoulements ou *pushbacks* violents à la frontière entre la Bosnie-Herzégovine et la Croatie. Les images montrent des policiers croates, cagoule au visage et matraque en main, refouler les personnes qui tentent de venir en Europe en les rouant de coups et en les pillant. Après huit mois d'investigations, les journalistes concluent à un « système mené par des unités spéciales de police » selon le quotidien allemand Der Spiegel. Elles opèreraient en secret sous la direction de responsables croates, sous le nom « d'opération corridor ». Ces actes n'étant pas isolés, Amnesty international a qualifié « d'alarmant » le fait que Bruxelles « continue de faire la sourde oreille [...] et continue même de financer la police et les opérations aux frontières de certains pays ». Le ministre de l'Intérieur croate a quant à lui déclaré qu'une « équipe d'experts est sur le terrain avec pour devoir d'établir ce qui s'est passé, qui a participé (à ces événements) et où ils ont eu lieu ». Cela fait pourtant des années que la Croatie est montrée du doigt pour les violences à ses frontières, largement documentées par les organisations de défense des droits, mais qui n'ont jusqu'ici pas semblé perturber outre mesure les institutions européennes.

- **Médiapart**, [Refoulements de migrants : l'UE « extrêmement inquiète », appelle Grèce et Croatie à enquêter](#), le 7 octobre 2021.
- **Amnesty international**, [De nouveaux éléments attestent de renvois illégaux systématiques et des violences aux frontières](#), le 6 octobre 2021.
- **Libération**, [Après les révélations de « Libé », l'UE exige des enquête sur les violences contre les migrants aux frontières](#), le 7 octobre 2021.

A la suite de la publication de l'enquête révélant les refoulements de personnes exilées à la frontière entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, Ylva Johansson, Commissaire européenne, appelle la Croatie à enquêter, et fait également part de son inquiétude que de telles allégations de refoulements « ternissent vraiment notre réputation en tant qu'Union européenne » et d'un possible « mauvais usage des fonds européens » alloués à ces Etats, rappelant qu'en cas de violation de l'Etat de droit, l'UE peut suspendre ses versements. En effet, comme dénoncé par Amnesty international, l'« opération Corridor » (citée ci-dessus) est largement financée par l'UE, à hauteur de 6,8 millions d'euros, issu des Fonds Asile, Migration, Intégration (Fami) et Sécurité intérieure (ISF), octroyés tous les six ans par la Commission européenne. En ne contrôlant pas davantage l'utilisation des fonds et en fermant les yeux sur ces violations, l'Union européenne s'en rend alors complice.

## Danemark

- **Le Monde**, [Le Danemark offre des barbelés coupants à la Lituanie pour sa clôture antimigrants](#), le 2 octobre 2021

Mattias Tsfaye, ministre de l'Immigration danois, poursuit son objectif « zéro demandeur d'asile ». En plus de vouloir délocaliser l'examen de la demande d'asile en Afrique, le Danemark a offert 15 km de fils barbelés à la Lituanie pour contribuer à la construction de 500 km de clôture séparant sa frontière avec la Biélorussie. Présentés comme un « modèle spécial », les barbelés en accordéon sont couverts de lames similaires à des lames de rasoir pouvant causer des blessures mortelles. Utilisé par Viktor Orban en 2015 à

la frontière serbo-hongroise, ce modèle de barbelés avait d'ores et déjà été fortement contesté en Europe. Bien que les ONG danoises et une partie des quotidiens de gauche s'indignent, dans les rangs de la majorité centre gauche, les opinions divergent et la construction de murs comme moyen de défense des frontières européennes est encouragée.

## France

- **Libération**, [Accident de TER à Saint-Jean-de-Luz : « depuis que la frontière est hermétique, les migrants prennent tous les risques »](#), le 12 octobre 2021.
- **Infomigrants**, [Pays basque : trois migrants algériens meurent percutés par un TER](#), le 13 octobre 2021

Le 12 octobre à 5h30 du matin, un train TER (Transport Express Régional) près de Saint-Jean-de-Luz a percuté quatre personnes qui se trouvaient sur les voies ferrées. Trois sont décédées sur le coup et la quatrième emmenée d'urgence à l'hôpital – son pronostic vital n'est plus engagé à l'heure actuelle. Les victimes seraient entrées en France depuis l'Espagne. En effet, depuis plusieurs mois, le Pays Basque est devenu une nouvelle route migratoire depuis l'Espagne pour atteindre la ville de Bayonne, qui offre aux personnes migrantes la possibilité d'être hébergées jusqu'à trois jours dans un centre d'accueil ('*Pausa*'), pour reprendre des forces avant de poursuivre leur route. Longer les voies ferrées permet d'échapper aux contrôles policiers, très nombreux dans la région. Un tel accident montre encore une fois les conséquences des frontières hermétiques et rappelle la nécessité urgente de sécuriser le parcours des personnes migrantes afin qu'elles ne mettent pas leur vie en danger lors du passage des frontières.

- **Le Monde**, [A Calais, une grève de la faim en soutien aux migrants](#), le 12 octobre 2021
- **La voix du Nord**, [Calais : ils entament une grève de la faim contre « la violence de l'Etat » envers les migrants »](#), le 12 octobre 2021
- **Infomigrants**, [Calais : trois calaisiens entament une grève de la faim en protestation contre les conditions de vie des migrants](#), le 12 octobre 2021

Philippe Demeestere, aumônier du Secours catholique de Calais, Anaïs Vogel et Ludovic Holbein, un couple de trentenaires mobilisé-auprès des personnes migrantes, ont entamé une grève de la faim lundi 11 octobre pour dénoncer l'escalade de la violence des autorités envers les exilé-e-s à Calais. Ces derniers formulent trois demandes : l'arrêt des démantèlements quotidiens des campements durant la trêve hivernale, l'arrêt de la confiscation des affaires personnelles et des tentes lors des opérations d'expulsion et enfin, le rétablissement du dialogue avec l'État pour mettre en place des espaces d'interventions humanitaires. L'État restant sourd aux demandes d'amélioration des conditions de vie dans le Calais depuis des mois, interdisant les distributions alimentaires dans la ville, installant des barbelés, opérant des expulsions quotidiennes et détruisant les affaires des exilé-e-s, l'atteinte à leur propre corps est, aux yeux de ces trois militants le seul moyen de voir leurs revendications aboutir, ou tout du moins de faire connaître la situation insupportable des personnes exilées.

## Grèce

- **Infomigrants**, [« Je n'ai rien à manger » : dans le camp grec de Nea Kavala, des migrants interdits d'accès aux distributions de nourriture](#), le 13 octobre 2021

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre, le gouvernement grec a repris le programme d'aide, jusqu'alors géré par le HCR, et il est chargé de verser des allocations financières aux demandeurs et demandeuses d'asile en Grèce. Or, alors que le HCR versait l'allocation à plus de 200 000 personnes, la Grèce sélectionne désormais les bénéficiaires desdites aides, les réservant aux seules personnes dont la demande d'asile est en cour d'examen. Ainsi, les personnes qui ont obtenu le statut de réfugié et celles dont la demande d'asile a été définitivement rejetée n'ont plus droit à ces allocations. Celles-ci ne peuvent donc plus subvenir à leurs besoins. Or, les associations et l'OIM qui venaient régulièrement distribuer des colis alimentaires dans les camps, ont été priées d'arrêter au regard d'un nouveau protocole excluant les distributions de nourriture dans le camp de Nea Kavala. Résultat : près de la moitié des 1 200 résidents du camp de Nea Kavala ne reçoit plus de nourriture.

## Italie

- **Libération**, [Crise migratoire: en Italie, le maire de Riace condamné à une lourde peine de prison](#), le 30 septembre 2021.
- **The Guardian**, [Pro-refugee Italian mayor sentenced to 13 years for abetting illegal migration](#), le 30 septembre 2021.
- **Infomigrants**, [Onde de choc en Italie après la condamnation d'un ancien maire à 13 ans de prison pour incitation à l'immigration clandestine](#), le 1er octobre 2021.

Domenico Lucano, ancien maire de Riace, région sud italienne, a été condamné à plus de 13 ans de prison par la justice italienne pour « irrégularités dans la gestion des demandes d'asiles ». Élu maire en 2004, Lucano accueillait des exilé·e·s pour repeupler son village et relancer le développement et l'emploi. À ce titre, il a mis en place des formations pour les personnes réfugiées et relancé les traditions artisanales locales délaissées faute de main d'œuvre. Il est alors accusé d'avoir organisé des mariages blancs et de s'être passé de la procédure d'appel d'offre pour attribuer la gestion des ordures du village à deux coopératives gérées par les exilé·e·s. La peine prononcée à son encontre – équivalent au double de celle initialement demandée par les procureurs – étant généralement réservée aux grands criminels, reflète le combat entre la gauche italienne et la droite xénophobe. L'arrestation du maire intervient une semaine après que Matteo Salvini, ancien ministre de l'Intérieur italien d'extrême droite, a annoncé une série de mesures anti-migrations.

## États non-membres de l'Union européenne

### Biélorussie

- **Infomigrants**, [Biélorussie : les députés adoptent une loi qui autorise le pays à refuser les migrants en provenance de l'UE](#), le 5 octobre 2021

La guerre diplomatique opposant la Biélorussie à l'Union européenne se poursuit par la décision de Minsk de suspendre l'accord de réadmission conclu en 2020 avec Bruxelles. Désormais, le Parlement Biélorusse s'accorde, à travers l'adoption d'une nouvelle loi, le droit de refouler les migrant·e·s en provenance de l'UE. Les personnes migrantes souhaitant se rendre en Europe depuis la Biélorussie risquent dès lors de se heurter à des refoulements systématiques par la Pologne.

## MOYEN-ORIENT

### Afghanistan

- **Médiapart**, [L'UE sollicitée pour accueillir 42.000 réfugiés afghans sur 5 ans](#), le 7 octobre 2021
- **Euractiv**, [L'UE sollicitée pour accueillir 42 000 réfugiés afghans sur 5 ans](#), le 8 octobre 2021

Lors d'un « forum de haut niveau sur la protection des ressortissants afghans en danger » réunissant la plupart des États membres de l'UE, le HCR et l'OIM, Filippo Grandi, Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés estime que « ces cinq prochaines années, quelque 85 000 afghans devront être réinstallés » et propose que l'Union européenne prenne en charge la moitié, soit 42 500 réfugié-e-s. Bien que les États européens n'aient pas annoncé d'engagements lors de ce forum, la Commissaire européenne Yvla Johansson indique prudemment que cela « semble réalisable », mais que certains États membres, comme l'Allemagne, ne pouvaient pas prendre ce genre de décision maintenant étant en pleine formation d'un gouvernement.